La vérité de qui ? – Recension du livre « Der Wahrheitskomplex »

vendredi 1er mai 2026, par NachDenkSeiten

La vérité de qui ? – Recension du livre « *Der Wahrheitskomplex* »

30 avril 2026 à 10 hUn article de : Maike Gosch- NachDenkSeiten

Dans son dernier ouvrage, « *Der Wahrheitskomplex – Wie NGOs im Staatsauftrag unerwünschte Meinungen bekämpfen* » (Le complexe de la vérité – Comment les ONG combattent les opinions indésirables pour le compte de l'État), Norbert Häring présente un aperçu complet des acteurs, des logiques et des imbrications d'un réseau d'ONG, d'organismes gouvernementaux, de journalistes et d'autres acteurs qui exercent une censure pour le compte de l'État tout en se cachant derrière le terme de « société civile ». Il retrace l'évolution de la situation depuis environ 2014 et – ce qui est particulièrement précieux – explique les liens avec l'armée et les services secrets. Une critique de Maike Gosch.

Selon un sondage Allensbach, que Norbert Häring cite également dans son livre, seuls 46 % des Allemands pensent encore qu'il est possible d'exprimer librement ses opinions politiques en Allemagne. En 1990, ils étaient encore 77 %. Comment en est-on arrivé là ? Chez*NachDenkSeiten*, nous nous sommes déjà longuement penchés sur ce sujet ces dernières années (voir à ce sujet les liens ci-dessous sous « Plus d'informations sur le sujet »). Aujourd'hui, le journaliste et auteur Norbert Häring consacre à ce thème une étude et une analyse très détaillées et extrêmement passionnantes dans son livre.

Malgré son contenu dense et complexe, le livre se lit très facilement. L'expérience journalistique de l'auteur transparaît à chaque page. Il est clair, intelligent et bien structuré. Norbert Häring est titulaire d'un doctorat en économie et a travaillé comme journaliste économique pour le Börsen-Zeitung, le Financial Times Deutschland et le Handelsblatt. Il tient également le blog à succès « Geld und mehr ». Son dernier ouvrage, « *Endspiel des Kapitalismus* », est devenu un best-seller du Spiegel. Son expérience et sa capacité à expliquer de manière simple et claire des sujets techniquement complexes transparaissent tout au long du livre.

L'introduction est déjà un plaisir à lire. C'est un vrai bonheur de lire les phrases de Häring. Car il utilise des termes clairs issus de l'« ancien monde », d'avant la confusion linguistique orwellienne et la réinterprétation des concepts qui ont fait leur apparition depuis quelques années dans le discours public sur la liberté d'expression et la soi-disant désinformation. En lisant, on se souvient : c'était ainsi autrefois, il n'y a pas si longtemps. Tels étaient les critères et les valeurs, les termes qui prévalaient en Allemagne, dans le droit des médias, pour le discours démocratique – avant qu'on ne soit contraint, dans une forme moderne de « gaslighting », à accepter des termes tels que « organisation non gouvernementale » pour désigner des organisations financées par l'État, à suivre la (illogique) logique de concepts tels que « la censure au service de la libertéd'expression » ou à croire à des phrases clairement manipulatrices telles que « la haine n'est pas une opinion ».

Dans son introduction, Häring présente son sujet et sa thèse principale en ces termes :

« *Le complexe de la vérité se compose d'une multitude d'organisations publiques et privées qui*

décident de ce qui doit être considéré comme vrai et de ce qui doit être combattu en tant que désinformation, discours de haine ou incitation à la haine. Les organisations privées du complexe de la vérité sont souvent appelées de manière trompeuse « organisations non gouvernementales » (ONG), bien que la plupart d'entre elles dépendent du soutien de l'État et que pratiquement toutes collaborent étroitement avec les instances gouvernementales.

Les ONG et les autorités du complexe sont complétées par de grandes fondations politiquement actives qui, aux côtés de l'État, agissent en tant que bailleurs de fonds des ONG.

La thèse que je défends dans cet ouvrage est la suivante : l'État fait accomplir ce qu'il n'a pas le droit de faire lui-même par des organisations qu'il finance, influence ou réglemente ; avec pour résultat anticonstitutionnel que la critique de l'action gouvernementale est étouffée. Cela se produit depuis environ 2014 de manière similaire dans de très nombreux pays. D'après mon analyse, cela s'explique par une cause commune : la guerre de propagande qui s'intensifie entre l'Occident et la Russie, et de plus en plus aussi avec la Chine. »

Suit un chapitre consacré aux différents acteurs et modes opératoires utilisés en Allemagne pour restreindre la liberté d'expression, bien sûr sans que cela soit admis. Häring retrace à cet égard les différentes méthodes et cite très concrètement des organisations et des acteurs. Il explique également les justifications intellectuelles et les arguments souvent contradictoires qui sont avancés, comme par exemple ici :

« *Une variante de l'argument en faveur du contrôle de l'information redéfinit la liberté d'expression comme le droit des citoyens à se forger une opinion sur la base d'informations fiables. L'intervention contre la prétendue désinformation servirait alors prétendument la liberté d'expression.* »

Dans une émission de radio par ailleurs très intéressante consacrée à la « Semaine de la liberté d'expression », Häring a qualifié cette réinterprétation de « liberté d'expression pervertie ».

Le rôle des entreprises médiatiques, des vérificateurs de faits, des initiatives et des ONG en matière de boycotts publicitaires est tout autant passé au crible que la surveillance médiatique prétendument « indépendante de l'État » exercée par lesautorités régionales de régulation des médias sur les médias indépendants, ainsi que le rôle des « centres de signalement ».

Vient ensuite un chapitre intéressant sur la genèse du « complexe de la vérité » en Allemagne, dans lequel Häring ne perd jamais de vue les nombreux liens avec les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union européenne. J'ai trouvé particulièrement intéressant le rôle central joué par notre ancien ministre de la Justice, puis ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, dans la mise en place de ce projet, ainsi que le rôle de la Fondation Amadeu Antonio, mais aussi de l'Atlantic Council et de l'Institute for Strategic Dialogue, un groupe de réflexion basé à Londres entretenant des liens étroits avec le département d'État américain, l'OTAN, la Commission européenne ainsi qu'avec la Fondation Bill & Melinda Gates, l'Open Society Foundation et l'Omidyar Network.

Ici aussi, Häring s'attaque au passage à certains fondements intellectuels censés justifier les mesures de censure et en démontre le caractère fallacieux, comme par exemple ici à propos de la brochure « FAQ sur les idéologies conspirationnistes » de la Fondation Amadeu Antonio datant de 2020, dans laquelle il démolit les fondements de la censure des contenus prétendument conspirationnistes :

« La brochure est issue du programme « debunk – lutter contre l'antisémitisme complotiste », qui est financé depuis 2020 à hauteur de près de 200 000 euros par an par le programme fédéral « Demokratie leben ! » et par le ministère des Affaires sociales de Saxe.

La cinquième des « questions fréquemment posées » auxquelles répond la FAQ demande où se situe la frontière entre idéologie complotiste et critique sociale. La réponse : la critique sociale considère la société comme un système complexe qui engendre inévitablement des contradictions et des dysfonctionnements, mais dont personne n'est personnellement responsable. Les idéologues complotistes, en revanche, veulent désigner des responsables et les tenir pour responsables.

En d'autres termes : « *La critique qui part du principe que les puissants ne commettent pas simplement des erreurs, mais poursuivent des objectifs égoïstes, y compris contre les intérêts des plus démunis, repose sur une idéologie du complot.* »

Dans les chapitres suivants, Häring se penche sur le rôle de l'UE (toujours en collaboration avec l'Allemagne et les partenaires transatlantiques). Il apparaît clairement à quel point l'OTAN, le Département d'État américain, les ministères des Affaires étrangères allemands et autres ministères européens, la Commission européenne, l'ONU, l'OMS et d'autres acteurs issus de l'armée, des services secrets et des gouvernements occidentaux, allemands comme étrangers, ont su mettre en place un réseau composé de la société civile, d'ONG et d'organisationsjournalistiques, et de les utiliser comme des « marionnettes » pour leurs contenus et leurs stratégies de propagande. Cette image ne rend toutefois pas exactement compte de la situation. Car ces acteurs sont en partie « consentants » et sont devenus, grâce à une propagande intensive développée au fil des ans et qui leur était destinée, ainsi qu'à certains cadrages et désinformations avec lesquels ils ont été informés et formés, des complices consentants de toute l'opération. Bien sûr, cela ressemble à nouveau à une théorie du complot – ah, non, on parle désormais d'« idéologie du complot » –, mais il y a suffisamment d'« empreintes » et d'autres traces du complexe militaro-industriel-des-services-secrets disséminées sur toute la scène du crime du « complexe de la vérité » pour considérer cette thèse comme plausible. En rassemblant certaines de ces traces, Häring a accompli un travail inestimable avec son livre.

Bien sûr, la période du coronavirus n'est pas en reste, car c'est là que de nombreuses tactiques et méthodes ont été développées, qui sont encore utilisées efficacement aujourd'hui. Mais Häring montre clairement que les préparatifs et les premières initiatives ont commencé bien avant 2020.

Le titre de cette critique, « Wessen Wahrheit » (Lavéritéde qui ?), fait d'ailleurs référence d'une part à l'ensemble du sujet (qui a le droit de décider ce qu'est la vérité ?), mais c'est aussi le titre d'un rapport de l'Atlantic Council qui a joué un rôle décisif dans la construction du complexe de la censure, comme l'a mis en évidence Häring :

« *En mars 2018, une conférence réunissant le Commandement des opérations spéciales des États-Unis et des diplomates militaires a eu lieu. Elle a servi de base au rapport de l'Atlantic Council évoqué plus haut, intitulé « Wessen Wahrheit », et visait à rallier les gouvernements alliés à une approche et à une ligne argumentaire communes concernant les contenus « nuisibles » sur Internet.* »

Par l'intermédiaire des attachés militaires et de la brochure mentionnée, les responsables militaires américains ont recommandé aux gouvernements amis de ne pas lutter directement contre la désinformation, mais plutôt de réglementer les « marchés et les modes de fonctionnement de l'environnement informationnel ». Il s'agit essentiellement des plateformes de médias numériques. Ils ont avancé deux raisons notables à cet égard : premièrement, en exerçant une influence directe, les gouvernements s'exposeraient à des accusations de censure. Et deuxièmement, contrairement aux entreprises, ils ne jouiraient plus d'une grande confiance auprès de la population.

Par ailleurs, les gouvernements devraient s'attacher à soutenir les scientifiques, les fondations et les organisations dites de la société civile dans la lutte contre la désinformation. Les vérificateurs de

faits revêtent ici une importance particulière, car ce sont eux qui devraient se charger de l'étiquetage des contenus médiatiques.Il est essentiel que tous les vérificateurs de faits soient « des gardiens objectifs et bien intentionnés ». Car si « des acteurs civils non tenus de rendre des comptes » (aux gouvernements ; N. H.) agissaient en tant que vérificateurs de faits, cela pourrait être « plus néfaste que s'il n'y en avait pas du tout ». En d'autres termes, (vis-à-vis des gouvernements ; N. H.) non responsables » agissent en tant que vérificateurs de faits, cela pourrait être « plus nuisible que s'il n'y en avait pas du tout ». En d'autres termes : il faut encourager les vérificateurs de faits qui déduisent les vérités des gouvernements à partir des faits, tandis que ceux qui admettent des interprétations concurrentes doivent être écartés. »

À la fin du livre, on ne peut s'empêcher de se demander : comment peut-on résister à un tel système ? Après lecture, celui-ci apparaît si vaste, si bien financé, si étroitement lié aux élites, si solidement soutenu sur les plans militaire et politique, qu'on se sent un peu découragé et dépassé. Mais Häring aborde également ce sujet dans ses conclusions, particulièrement intéressantes à lire. Dans le dernier chapitre, « Perspectives et contre-mesures », il formule des propositions concrètes sur la manière dont nous, en tant que population allemande et européenne, pouvons sortir de cette prison mentale que nous nous sommes nous-mêmes construite, ou comme il le formule :

« *Outre la lutte contre les mesures encore prévues en matière de lutte militarisée contre la désinformation dans le cadre du soi-disant bouclier de la démocratie, il est nécessaire de démanteler l'ensemble du complexe de la vérité afin de rétablir la liberté d'expression et d'information au moins dans la mesure où nous en jouissions jusqu'en 2014 environ.* »

Ses recommandations comprennent d'une part des mesures juridiques et politiques, mais il propose également de précieux conseils sociaux, voire personnels – ceux-ci sont pleins de sagesse et témoignent de son expérience de vie, de sorte qu'on termine la lecture de ce livre fortifié et encouragé.

Aussi complet, minutieusement documenté et dense soit-il, Häring n'a certainement pu traiter ici qu'une partie de ce réseau extrêmement complexe, et de nombreux liens, contextes et acteurs restent encore dans l'ombre. Cela ne vise pas à minimiser la valeur et l'importance de l'ouvrage de M. Häring, mais à encourager tous les lecteurs à mener leurs propres recherches et à mieux cerner ce complexe et ses tenants et aboutissants. Car l'information et la sensibilisation d'une grande partie de la population sur les acteurs, les motivations et les méthodes constituent la première étape essentielle pour démanteler et démanteler le système.

Cet ouvrage impressionnant et précieux devrait devenir une lecture incontournable pour les futurs journalistes, les professionnels de lacommunication, les experts des réseaux sociaux et les juristes spécialisés dans les médias – tout comme pour tout citoyen attaché à la liberté d'expression.

Le livre paraîtra le 4 mai, juste à temps pour la « Semaine de la liberté d'expression ».

Norbert Häring : « *Der Wahrheitskomplex – Wie NGOs im Staatsauftrag unerwünschte Meinungen bekämpfen* » (Le complexe de la vérité – Comment les ONG combattent les opinions indésirables pour le compte de l'État), Neu-Isenburg 2026, Westend Verlag, livre de poche, 304 pages, ISBN 978-3-98791-352-5, 25 euros.